

CONJONCTURE ECONOMIQUE

Premier semestre 2025

Durant le premier semestre 2025, la croissance du PIB s'améliore sous l'effet du bon comportement du secteur agricole et du tourisme et de la reprise relative de la croissance dans le secteur industriel. L'inflation diminue mais demeure encore élevée pour l'alimentation et le taux de chômage baisse mais augmente pour les diplômés du supérieur.

Le déficit de la balance des paiements s'aggrave sous l'effet du creusement du déficit commercial, malgré la bonne tenue des recettes touristiques et des revenus du travail. Ceci s'explique notamment par l'augmentation des importations des biens d'équipement, des matières premières et demi produits et des biens de consommation pour accompagner la reprise de l'activité économique.

Pour l'investissement l'évolution est mitigée. L'investissement des entreprises nationales ne connaît pas encore de reprise. Elle s'endette à court termes pour couvrir les besoins d'exploitation et non pas pour l'investissement.

Le budget de l'Etat a connu, de son côté, une détente dans la mesure où l'équilibre du Budget s'est traduit par un excédent avec toutefois des baisses pour certaines dépenses notamment les dépenses de gestion et d'investissement.

Les développements qui suivent explicitent ces évolutions au niveau des différents agrégats.

1. La production : une reprise de la croissance sous l'effet du bon comportement du secteur agricole et d'un meilleur comportement du secteur industriel

Selon les comptes nationaux trimestriels pour le deuxième trimestre de 2025, le Produit Intérieur Brut (PIB) en volume, corrigé des variations saisonnières, a enregistré, une croissance au taux de 3,2% sur un an au cours du deuxième trimestre de l'année 2025.

En glissement trimestriel, c'est-à-dire par rapport au premier trimestre de l'année 2025, le PIB a enregistré une hausse de 1,8%.

Ainsi, l'économie tunisienne a enregistré une croissance de 2.4% au cours du premier semestre de l'année en cours.

Croissance du PIB en %	Six moi 2024				Six mois 2025	
	I	II	III	IV	I	II
Glissement annuel	0.5	1.4	2.1	2.5	1.6	3.2
Variation trimestrielle	0.7	0.3	0.8	0.7	-0.1	1.8

Cette croissance s'explique notamment par l'augmentation de la valeur ajoutée du secteur agricole de 9.8% et du secteur des services de 1.9% en relation avec la hausse de la valeur ajoutée du secteur hôtel, café et restaurant et des transports, respectivement de 7.0% et de 3.0%.

Cette croissance est due également à la reprise du secteur industriel avec notamment une augmentation de la valeur ajoutée de 10.1% pour l'industrie chimique, de 9.6% pour les industries mécaniques et électriques et la construction et de 39.5% de l'extraction de produits miniers.

En revanche d'autres secteurs accusent une baisse de la valeur ajoutée. Il s'agit de :

Extraction de pétrole et de gaz	-12.3 %
Raffinage de pétrole	-62.3%
Activités financières et assurance	-5.8%
Textile habillement et cuir	-1.0%

Pour ce qui est de la contribution de la demande finale à la croissance, l'on relève une contribution positive de 3.6 points de pourcentage de la demande intérieure, consommation et investissement, qui a augmenté de 3.3% sur un an. Par contre, la contribution des échanges avec l'extérieur a été négative de 0.4 points de pourcentage du fait d'une croissance des exportations de biens et de services de 9.6% et des importations de de 8.9%.

Selon le dernier rapport publié par la Banque mondiale (juin 2025), "l'intensification des tensions commerciales et l'incertitude entourant les politiques publiques devraient faire chuter la croissance mondiale cette année à son rythme le plus faible depuis 2008 (à l'exception des récessions caractérisées). Les turbulences récentes ont entraîné une révision à la baisse des prévisions de croissance pour près de 70 % des économies du monde, toutes régions et catégories de revenu confondues"

L'enjeu majeur pour l'économie tunisienne, en 2025 et au-delà, est de renforcer la compétitivité et consolider la reprise des exportations notamment du secteur industriel et améliorer l'environnement des affaires pour assurer une reprise significative et durable des investissements.

2. Le marché de l'emploi : Le taux de chômage baisse sauf pour les diplômés du supérieur

Au deuxième trimestre de 2025 la population active s'inscrit en hausse, s'établissant à 4259.9 mille individus contre 4146 mille au deuxième trimestre de l'année 2024, soit une augmentation de 144 mille individus. Cette population se répartit à raison de 68.1 % pour les hommes et 31.9 % de l'ensemble de la population active pour les femmes

Le nombre des occupés a augmenté de 125 mille pour s'établir à 3608.8 mille au deuxième trimestre de l'année 2025 contre 3484 au deuxième trimestre de l'année 2024, sous l'effet en partie de l'augmentation de l'emploi saisonnier dans le secteur agricole et le tourisme.

Le taux de chômage diminue pour atteindre 15,3%, contre 16% au deuxième trimestre 2024.

Par sexe Ce taux baisse à 12,6% pour les hommes (contre13.6% au 2e trimestre 2024), et à 20,9% après 21.3% au 2e trimestre 2024 chez les femmes.

Le taux de chômage des jeunes âgés de 15 à 24 ans a aussi diminué au cours du deuxième trimestre 2025, atteignant 36.8 % contre 41.0 % au deuxième trimestre 2024. Ce taux est 36.4 % pour les hommes et 37.8 % pour les femmes.

En revanche le taux de chômage des diplômés de l'enseignement supérieur augmente pour atteindre 24,0% au premier trimestre de l'année 2025 (contre 23.0 % au deuxième trimestre 2024). Ce taux est de 14.2 % chez les hommes et de 31,3 % chez les femmes.

3. L'investissement : évolution plutôt mitigée

Durant le premier semestre de 2025 l'évolution des investissements est mitigée.

La dynamique enregistrée par les IDE se poursuit avec une augmentation de 40.1% durant les six premiers mois de 2025 selon les statistiques financières de la BCT.

Les importations de biens d'équipement augmentent de 17.6% par rapport à la même période de 2024.

Toutefois l'évolution d'autres indicateurs ne reflètent pas une reprise des investissements par les entreprises nationales.

Selon la TIA, le total des déclarations d'investissement augmentent certes de 16,9 % par rapport à la même période en 2024. Mais cette dynamique est largement portée par un projet touristique majeur dans le gouvernorat de Jendoub2a, d'un montant de 300 millions de dinars.

Selon les statistiques de la BCT, l'encours des crédits bancaires accordés aux entreprises a totalisé 90 305 MD fin mars 2025, contre 89 236 MD à la fin de l'année dernière. Soit une hausse de l'ordre de 1 069 MD.

Mais ce sont les crédits à court terme qui ont augmenté de 1 313 MD. Ces crédits représentent 60,9% de l'encours global. Ceux à moyen et long terme ils ont, en revanche, baissé de 244,1 MD

Les entreprises s'endettent pour l'exploitation, et non pour l'investissement. Outre le coût élevé du crédit, cette situation s'explique par l'environnement des affaires qui n'est pas encore favorable pour encourager les sociétés à investir (rigidité du cadre légal, lourdeurs administratives, difficulté d'accès au financement bancaire, gouvernance, autant de facteurs dénoncés par les entreprises dans les enquêtes sur le climat des affaires).

Les dépenses d'investissement de l'Etat enregistrent, une baisse de 33% au cours du premier trimestre de 2025.

4. L'inflation : La tendance à la baisse se poursuit, mais le niveau demeure relativement élevé.

Au mois de juin 2025, le taux d'inflation s'élève à 5,4% contre 7 une année auparavant.

Les prix des produits alimentaires ont augmenté de 6,4% contre 10.2% durant la même période de 2024. Mais malgré cette baisse, l'inflation alimentaire reste sous pression ; les produits alimentaires frais affichent une inflation élevée avec une hausse des prix des légumes frais de 25,2%, des fruits frais de 20,4%, de la viande d'agneau de 19% et des poissons frais de 10,5%.

Les prix des produits manufacturés augmentent de 5,3% en raison de la hausse des prix du groupe de l'habillement et chaussures de 9,3% et des produits d'entretien courant du foyer de 5%.

Pour les services, l'augmentation des prix est de 4,6% sur un an, principalement due à la hausse des prix du groupe « restaurant, cafés et hôtels » de 11%.

Au mois de juin 2025, le taux d'inflation sous-jacente (hors produits alimentaires et énergie) demeure stable avec un taux de 5,5%. Les prix des produits libres (non encadrés) augmentent de 6,5% sur un an, tandis que les prix des produits encadrés augmentent quant à eux de 1,5%. Les produits alimentaires libres ont connu une hausse de 7,2% contre 0,7% pour les produits alimentaires à prix encadrés.

Il importe de souligner que malgré le ralentissement de l'inflation en Tunisie, celle-ci demeure élevée :

-Par rapport à la moyenne de 3% avant le COVID

-Et par rapport à l'inflation enregistrée dans des pays concurrents et partenaires, le taux d'inflation s'est établi à 1.9% en mai 2025 dans la Zone euro. Pour le Maroc, l'inflation est tombée à 0.4% en juin 2025 et l'inflation annuelle est estimée à 1% par la Banque Centrale du Maroc pour l'ensemble de l'année .

5. Les échanges commerciaux : Le déficit de la balance commerciale s'aggrave sous l'effet du creusement du déficit énergétique

Les résultats des échanges commerciaux de la Tunisie avec l'extérieur aux prix courants durant le premier semestre de l'année 2025 montrent que les exportations ont diminué de 0.6% alors que les importations ont augmenté de 4.3%

Le déficit commercial augmente de ce fait pour se situer à -9900,5 MD contre -8017,4 MD durant le premier semestre de l'année 2024. et le taux de couverture a atteint 76,2% contre 79,9% durant la même période en 2024.

(En MD)	six mois 2023	Six mois 2024	Six mois 2025	2024/23	2025/24
Exportations	31 271.0	31 953.8	31773.7	2.2%	-0.6%
Importations	39 955.6	39 971.2	41 674.2	0.04 %	4.3%
Déficit commercial	8 684.7	8 017.4	9 900.5		
Taux de couverture	78.3%	79.9%	76.2%		

Pour les exportations, l'on relève une relance des exportations du secteur mines, phosphates et dérivés qui ont enregistré une hausse de 11,2%, du secteur des industries mécaniques et électriques avec une hausse de 6,2%), et à un degré moindre du secteur textile, habillement et cuirs (+0,4%). Par ailleurs, les exportations ont enregistré une baisse dans le secteur de l'énergie de 36,3% sous l'effet de la diminution des ventes des produits raffinés (245,6MD contre 950,4 MD), ainsi que le secteur des industries agro-alimentaires de 19,1% à la suite de la baisse de la valeur des ventes d'huiles d'olives (2346,6 MD contre 3406 MD).

Pour les importations par groupement des produits, on observe une augmentation au niveau des importations des biens d'équipement (+17,6%), des matières premières et demi-produits (+6,2%), et des importations des biens de consommation en hausse de 11,6% pour accompagner la relance de l'activité économique notamment l'investissement et l'exportation du secteur industriel. En revanche les importations des produits énergétiques ont enregistré une baisse de 16,3% et les produits alimentaires de 2%.

Le solde de la balance commerciale (-9900,5 MD) provient principalement de l'énergie de (-5214,8 MD), des matières premières et demi-produits de (-3257,9 MD), des biens d'équipement de (-1588,1 MD) et des biens de consommations (-663,8 MD), en revanche le groupe alimentation a enregistré un excédent (+824,1 MD).

D'autre part, il est à noter que le déficit de la balance commerciale hors énergie se réduit à -4685,7 MD, tandis que le déficit de la balance énergétique s'établit à -5214,8MD, contre -5794,1 MD durant le premier semestre de l'année 2024.

6. Situation de la balance des paiements : Le déficit courant s'aggrave

En raison de l'aggravation du déficit commercial, Le déficit courant, au premier semestre de 2025, est en hausse, atteignant 3.399 MD (1,9% du PIB) à fin juin 2025, contre 1.964 MD (1,2%) un an plus tôt et ce en dépit de l'augmentation des recettes touristiques de 8.4% à 3280 MD et des transferts de revenus du travail de la diaspora tunisienne à l'étranger qui ont dépassé les 4 milliards de dinars durant le premier semestre 2025, en hausse de 8,3%, par rapport à la même période de l'année 2024.

En ce qui concerne les services cumulés de la dette extérieure, ils ont progressé légèrement de 2,3%, à 8,2 milliards de dinars, au 30 juin 2025.

Les réserves en devises ont accusé une baisse de 4,8%, à près de 23 milliards de dinars (100 jours d'importation), à fin juin 2025, contre 24,1 milliards de dinars (l'équivalent de 110 jours d'importation), une année auparavant.

7. Le budget de l'Etat : Amélioration des indicateurs budgétaires avec un poids croissants du service de dette

Les derniers chiffres relatifs aux résultats provisoires sur l'exécution du budget de l'Etat se rapporte au premier trimestre 2025. Ces résultats ont été analysés dans la note de conjoncture TI 2025.

Pour rappels, les principaux résultats suivants ont été enregistrés:

Le budget de l'État a dégagé, au premier trimestre 2025, un excédent de 2 milliards de dinars, en hausse de 74 % par rapport à la même période en 2024,

Cette performance repose essentiellement sur une hausse des ressources budgétaires de 3,9 %, avec une augmentation des recettes fiscales de 7,7 %, alors que les recettes non fiscales elles n'ont connu qu'une légère augmentation de 2 %,

Les dépenses budgétaires sont restées quasiment stables à 10,3 milliards de dinars, en recul de 0,6 %.

L'on relève les évolutions suivantes pour les différentes rubrique :

Les dépenses de rémunération	+3%
Les interventions publiques	+16%
Les dépenses d'investissement	-33.7%
Les dépenses de gestion	-27.7%

Les charges de financement (intérêts de la dette) ont chuté de 10,4 %, à 1,6 milliard de dinars, contre 1,8 milliard un an auparavant.

Cependant, le service total de la dette publique a grimpé de 26 %, pour atteindre plus de 9 milliards de dinars, dont 57 % sont liés à la dette extérieure (5,2 milliards de dinars).

Les ressources de trésorerie ont augmenté de 49,8 %, à 5,5 milliards de dinars, destinées principalement au remboursement du principal de la dette.

8. Le secteur monétaire et financier.

Les indicateurs monétaires au premier semestre 2025 sont marqués notamment par le niveau de l'activité et l'effet de la mise en œuvre de la nouvelle réglementation des chèques

Ainsi, les billets et monnaie en circulation progressent de 7.9% sur un an. Cette hausse s'explique, entre autres, par la promulgation de la loi sur les chèques qui a réduit considérablement le recours à ce moyen de paiement

Le refinancement de la BCT enregistre une baisse de l'ordre de 18.9%. Un faible volume de refinancement indique une demande faible de crédit auprès des banques, notamment pour l'Etat qui finance le déficit budgétaire par l'emprunt national et directement auprès de la BCT.

Les créances sur l'Etat sont marquées par une augmentation 13.8% de l'encours des bons de trésor qui s'élève à 30.1 Milliards de dinars avec une augmentation de 126.4 % de l'encours des bons de trésor à court termes et une baisse de 37.4% de l'encours des bons de trésor à moyen terme.

MD	Billets	Refinancement	Bons de trésor	Devises	€/DT	\$/DT
28/03/24	23 060	17 819	26 468	23 917	3.3587	3.1463
28/03/25	24 887	14 456	30 122	22 858	3.3752	2.9242
Evolution en %	7.9	-18.9	13.8	2.8	0.5	-0.9

Conclusion

La situation économique au premier semestre présente certaines améliorations. La croissance du PIB connaît une reprise qui s'explique essentiellement par celle de l'agriculture et du tourisme et par la reprise relative de la croissance dans le secteur industriel. La baisse de l'inflation se poursuit et le taux de chômage diminue sauf pour les diplômés du supérieur.

L'évolution de l'investissement est plutôt mitigée. La dynamique des IDE n'est pas accompagnée par la reprise escomptée des entreprises nationales.

Le déficit courant de la balance des paiements s'aggrave sous l'effet des pressions exercées par les importations pour accompagner la relance de l'activité économique :

Deux enjeux majeurs intimement liés : la consolidation de la reprise des exportations notamment industrielles et la stimulation des investissements des entreprises nationales.

Dans ce cadre des efforts doivent être déployés pour améliorer la compétitivité du produit tunisien, augmenter la productivité, améliorer le climat des affaires et renforcer l'attractivité de l'économie en vue d'assurer une reprise significative de l'investissement et consolider la dynamique que connaissent les IDE. Ce qui permet d'assurer une croissance soutenue susceptible d'intensifier les créations d'emploi, de réduire de manière durable le taux de chômage, tout en contribuant à l'amélioration des équilibres financiers.

Mots clés : Note de conjoncture premier semestre 2025, bulletin de conjoncture T2 2025

